



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://ufpweb.org/fr/spip.php?article3229>

# **Communiqué sur la répression de manifestations pacifiques : "Touche pas à ma nationalité", militants droits de l'homme ...**



- Le parti - Communiqués -

Date de mise en ligne : dimanche 11 septembre 2011

---

**Union des Forces de Progrès**

---

En dépit de sa persistance à démentir sa répression des manifestations pacifiques, le pouvoir a utilisé, hier, 10 septembre 2011, les matraques et les grenades lacrymogènes pour disperser une marche pacifique organisée par un groupe de jeunes qui se fait appeler "**Touche pas à ma nationalité**".

Ces jeunes entendaient, selon les informations obtenues, terminer leur marche pacifique en remettant leurs revendications écrites à la présidence de la république.

Mais tandis qu'une troupe de la police négociait avec eux, pour désigner leurs représentants qui allaient remettre leur correspondance, les manifestants sont surpris par l'intervention brutale d'une autre unité de la police sans aucun avertissement préalable.

Ces actes coïncidaient, à quelques heures d'intervalle avec la répression qui s'est abattue sur les militants des droits de l'homme à Nouadhibou qui manifestaient pacifiquement dans le cadre de leurs activités régulières de dénonciation des pratiques esclavagistes.

A l'UFP, nous condamnons à la lumière de ces événements graves, les sévices subis par les jeunes du mouvement "**Touche pas à ma nationalité**" et la violence aveugle et disproportionnée utilisée à l'encontre des militants des droits de l'homme à Nouadhibou, qui sont autant d'actes injustifiés et contraires aux droits élémentaires consacrés par la constitution.

Ces événements interviennent comme les signes de la crise étouffante et multidimensionnelle dans laquelle notre pays se débat depuis le coup d'état du 06/08/2008 et dont on ne pourra sortir que par un dialogue franc et sérieux comme l'a démontré le document de la coordination de l'opposition démocratique qui a préconisé, entre autres, que le pouvoir s'abstienne de réprimer les manifestations pacifiques.

Nouakchott le 11/09/2011

Le département de la communication